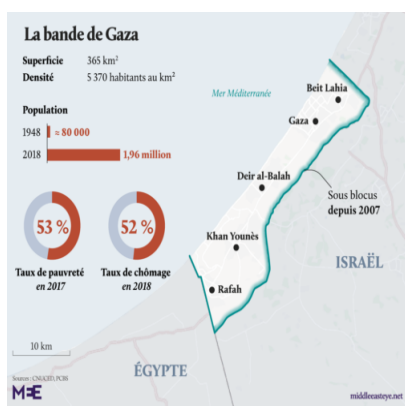


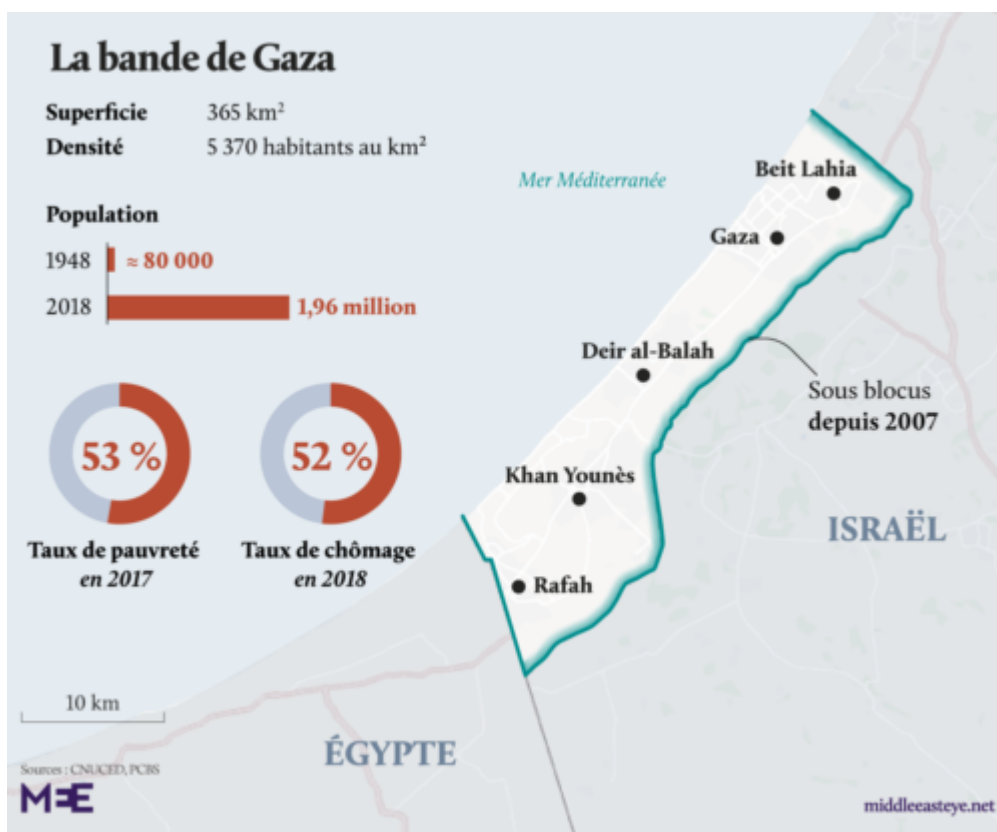


Gaza : l'«enclave palestinienne asphyxiée»

Description

Chloé Benoist le Mercredi 26 juin 2019

Des décennies d'efforts pour parler avec Israël et de divisions internes ont laissé les Gazaouis plus désespérés que jamais, et l'accord du siècle semble peu susceptible de changer le statu quo.



Isolée de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. En état de siège depuis plus de dix ans. Soumise aux querelles politiques intestines. Dans le conflit israélo-palestinien, la [bande de Gaza](#) joue le rôle le plus compliqué.

Sa position de tête d'une crise humanitaire catastrophique et de siège du pouvoir pour le Hamas â?? le groupe palestinien de résistance armée qualifié d'organisation terroriste par Israël et ses alliés â?? a fait du sort de Gaza un élément central de toute négociation visant à déterminer l'avenir des Palestiniens

Cependant, Gaza est dans une impasse. L'aide humanitaire, le développement économique et l'autodétermination palestinienne sont trop souvent considérés comme mutuellement exclusifs dans les plans de paix â?? y compris l'accord du siècle du président américain Donald Trump.

De la domination égyptienne au siège israélien

Depuis la création de l'État israélien, le statut de Gaza en tant qu'enclave nichée entre l'Égypte et Israël a défini une grande partie de son existence ainsi que les enjeux qu'elle représente.

En 1948, la bande de Gaza comptait environ 80 000 habitants, mais ce nombre est rapidement passé à environ 200 000 lorsque les réfugiés palestiniens ont fui les forces israéliennes durant la Nakba. Soixante ans plus tard, Gaza compte près de deux millions d'habitants et est réputée être l'une des zones les plus densément peuplées au monde.

À la fin des années 1940, Gaza a été gouvernée par l'armée égyptienne, avec une brève période d'auto-gouvernance largement symbolique, avant d'être occupée par Israël après la guerre des Six Jours en 1967.

À l'instar de la Cisjordanie et Jérusalem-Est, Israël a alors établi des colonies à travers la bande de Gaza, en violation du droit international. C'est dans ce contexte que le Hamas est apparu comme une branche armée des Frères musulmans au début de la première Intifada, en 1987.

Alors que les accords d'Oslo de 1993 prévoyaient un retrait israélien complet de Gaza sur une période de transition de cinq ans, cette partie de l'accord de paix â?? comme une grande partie des autres â?? ne s'est pas concrétisée. Ce n'est qu'après la fin de la seconde Intifada, en février 2005, qu'Israël a évacué ses 25 colonies à Gaza : 9 000 colons ont été déplacés plus tard cette année-là.

Le Hamas a remporté les élections législatives de l'année suivante, mais peu de temps après, un conflit a éclaté entre le mouvement et le Fatah, le parti dirigeant l'Autorité palestinienne (AP). Cette querelle a laissé Gaza sous une administration dirigée par le Hamas, distincte de l'AP dirigée par le Fatah en Cisjordanie occupée.

Lorsque le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, Israël a imposé un blocus strict, que l'Égypte a fait respecter à la frontière sud de l'enclave.

Israël n'a plus de présence militaire permanente à Gaza, mais continue d'exercer un contrôle sur la bande côtière. L'accès à l'électricité varie entre trois et douze heures par jour. Les pénuries de carburant menacent régulièrement le fonctionnement des infrastructures essentielles de santé. L'eau propre est devenue une denrée rare. Plus d'un million de personnes vivent avec 3,50 dollars ou moins par jour. La mer, autrefois une source vitale de revenus pour les Gazaouis, est soumise à des restrictions en constante évolution concernant les droits de navigation et de pêche.

Douze ans de siège, associés à trois guerres, à d'innombrables recrudescences des tensions et à la répression depuis 2018 d'un mouvement de protestation de masse, la Grande marche du retour, ont conduit

l'ONU avertir plusieurs reprises que Gaza était effectivement devenue « invivable ».

L'autorité palestinienne se désagrège

Depuis les élections palestiniennes de 2006, le sort de Gaza est entré dans deux conflits apparemment insolubles : celui entre Palestiniens et Israéliens, et celui entre les Palestiniens eux-mêmes.

L'Autorité palestinienne veut consolider le pouvoir politique dans les territoires occupés, mais le Hamas craint d'être mis à l'écart sous un gouvernement unifié. Des désaccords persistent également entre le Fatah et le Hamas sur l'attitude à adopter à l'égard d'Israël, notamment en ce qui concerne l'avenir de la branche militaire du Hamas, les brigades Izz al-Din al-Qassam.

Cette fracture politique vieille de treize ans affecte également la probabilité d'une médiation diplomatique crédible et à long terme entre Israël et la Palestine. Comment des discussions efficaces sur l'état palestinien peuvent-elles avoir lieu alors que la direction palestinienne elle-même est profondément divisée ?

Les innombrables tentatives de réconciliation ont été organisées par l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Syrie ont toutes échouées. Mais l'échec de ces pourparlers n'est pas seulement dû à des divergences irréconciliables entre les deux partis palestiniens. Israël a beaucoup à gagner à ce que perdure la discorde entre les Palestiniens, et il a souvent exercé des pressions militaires et financières lorsque le rapprochement entre les parties palestiniennes semblait porter fruit.

En 2011, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a réagi à un accord unifié signé par le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et le président du bureau politique du Hamas de l'époque, Khaled Mechaal, en le qualifiant de « coup mortel à la paix et de grand prix pour le terrorisme ». Israël a ensuite suspendu le transfert de 80 millions de dollars d'impôts qu'il percevait au nom de l'Autorité palestinienne.

Le 2 juin 2014, Abbas a intronisé un gouvernement unifié technocratique dirigé par le Premier ministre Rami Hamdallah. Dix jours plus tard, trois adolescents israéliens ont été enlevés en Cisjordanie. Les forces israéliennes ont lancé une chasse à l'homme intensive, blâmant le Hamas pour les disparitions : leurs corps ont été retrouvés deux semaines plus tard.

Fin juillet, la police israélienne a déclaré que les enlèvements et les meurtres avaient été commis par une « cellule isolée » mais, à ce moment-là, Israël et le Hamas étaient engagés depuis trois semaines dans une guerre dévastatrice à Gaza qui a fait plus de 2 000 morts du côté palestinien et 70 côté israélien.

Certains observateurs estiment que la recherche des adolescents et la répression subéquente contre le Hamas n'étaient qu'un prétexte pour faire railler les efforts unifiés palestinien et, par conséquent, l'état palestinien.

Un avenir dans le Sinaï ?

Il n'y a aucun signe d'une réconciliation durable entre le Fatah et le Hamas alors où cela mène-t-il Gaza ?

Le statut particulièrement sensible de l'enclave isolée entre les deux gouvernements hostiles de Netanyahu et du président Égyptien Abdel Fattah al-Sissi, et confrontée à une crise humanitaire aux proportions catastrophiques a incité de nombreux médiateurs à tenter de traiter les problèmes qui l'affligent séparément des discussions plus larges sur l'autodétermination palestinienne.

En 2015, l'ancien Premier ministre britannique [Tony Blair](#) a rencontré Mechaal à plusieurs reprises le Hamas était ainsi pour la première fois le principal représentant palestinien dans des pourparlers.

Blair aurait proposé au Hamas une levée complète du blocus de Gaza, une aide à la reconstruction après la guerre de 2014 et la possibilité d'un port maritime et d'un aéroport. En retour, le mouvement devait accepter un cessez-le-feu illimité avec Israël. En fin de compte, Blair n'a pas réussi à obtenir le soutien d'Israël et de l'Égypte pour son plan.

À la fin de 2018, des rapports ont révélé que, dans le cadre de l'accord du siècle, Washington et Israël faisaient pression sur l'Égypte pour qu'elle transforme certaines parties du nord de la région du Sinaï en une zone industrielle pour employer des Palestiniens et bâtonner Gaza.

L'administration Trump a nié ce projet mais ce ne serait pas la première fois que l'idée aurait été lancée.

Dans les années 1950, l'UNRWA (l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens) a suggéré que la surpopulation de Gaza pourrait être soulagée par l'expansion du territoire vers le sud le long de la côte entre les villes égyptiennes d'El-Arich et de Port-Saïd à un plan qui a été catégoriquement rejeté à l'époque par les réfugiés palestiniens.

Deux décennies plus tard, Israël a tenté de persuader le président Égyptien Anouar el-Sadate d'annexer entièrement Gaza à l'Égypte après la guerre israélo-arabe de 1973, selon les déclarations du journaliste et chercheur palestinien Adnan Abu Amer à *Middle East Eye*.

Aussi historique soit-il, le fait d'aborder la question de Gaza séparément dans les négociations n'a pas été du goût de tout le monde.

Pour Saeb Erekat, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), les efforts déployés pour négocier une trêve entre le Hamas et Israël, au moment même où Israël imposait des mesures punitives à l'Autorité palestinienne, « accentuaient délibérément la division [intra-palestinienne] par tous les moyens possibles » dans une tentative visant à « détruire le projet national palestinien incarné dans la création d'un État palestinien indépendant et souverain ».

L'écoc des plans financiers

Pendant ce temps, le besoin urgent d'aide économique et humanitaire de Gaza a longtemps été au centre des conférences et des pourparlers de paix, mais cela a rarement été suivi d'effets.

Selon Abu Amer, des plans de développement économique à Gaza ont été évoqués en 1991 lors de la conférence de paix de Madrid. Les [accords d'Oslo](#) de 1993 ont appelé à une coopération pâtre et gazière entre Israéliens et Palestiniens pour soutenir l'industrie gazaouis. Abu Amer a indiqué à *MEE* que les plans d'une usine pétrochimique à Gaza étaient considérés comme un élément central pour cimenter l'avenir économique d'un quelconque État palestinien.

Pendant les accords d'Oslo, des plans ont été proposés pour une usine, un port maritime et un aéroport à Gaza : parmi ceux-ci, seul l'aéroport s'est matérialisé. Inauguré en 1998 par le président américain de l'époque, Bill Clinton, l'aéroport international Yasser Arafat n'a pas fait long feu : il a été détruit en 2000 par les forces israéliennes lors de la deuxième Intifada.

Des plans pour un port maritime ont également régulièrement suggérés, y compris par les politiciens israéliens. Mais tant que demeure le siège israélien, y compris l'interdiction d'importer à Gaza des produits soupçonnés par Israël d'être à double usage, tels que les matériaux de construction, les initiatives économiques ne pourront être que théoriques.

Alors qu'Israël est le principal responsable du maintien de Gaza dans un état de crise humanitaire, même certains de ses responsables ont compris le danger d'un territoire palestinien de plus en plus appauvri et insoutenable.

En septembre, il a été rapporté que des responsables israéliens de la sécurité avaient exhorté leur gouvernement à trouver une autre source d'aide pour Gaza. Ils craignaient que la décision de Trump d'interrompre le financement américain à l'UNRWA n'aggrave la situation humanitaire de l'enclave, qui pourrait sombrer dans une guerre totale.

Pendant ce temps, les politiciens d'extrême droite israéliens, qui ont gagné en influence ces dernières années dans le pays, ont demandé une intervention militaire « dure et disproportionnée » contre le Hamas.

Alors que les conditions à Gaza sont jugées invivables par les organisations internationales et que les négociations entre l'Autorité palestinienne et Israël sont dans l'impasse, l'avenir de Gaza et de ses deux millions d'habitants semble bien sombre.

Source : [Middle East Eye](#)

- *Motasem Dalloul a contribué à cet article depuis la bande de Gaza.*
- *Traduit de l'anglais (original) par [VECTranslation](#).*

date créée
2019/07/05